

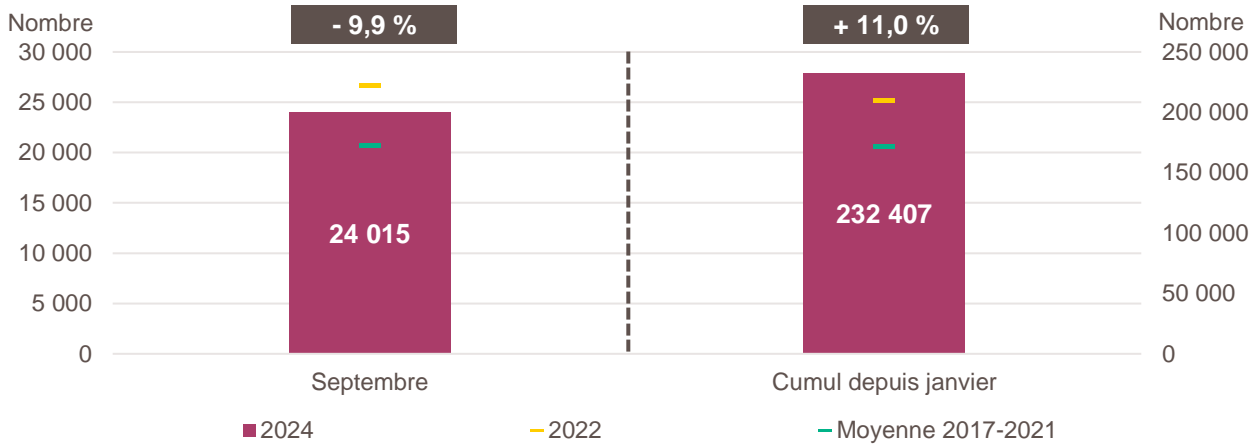
LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

CHIFFRES DE SEPTEMBRE 2024

Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Île-de-France en septembre 2024 et cumul depuis le début de l'année



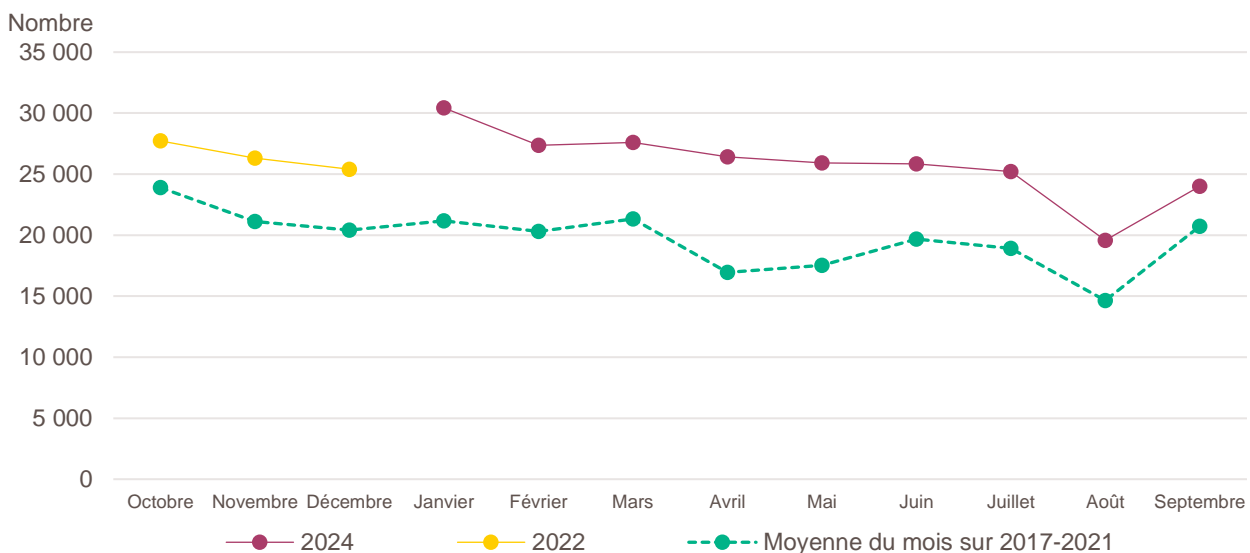
Lecture de la partie gauche : en septembre 2024, 24 015 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit - 9,9 % par rapport aux 26 668 de septembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 20 716 pour le mois de septembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 232 407, soit + 11 % par rapport aux 209 446 de janvier à septembre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et septembre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 171 238 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en octobre 2022, 27 722 entreprises ont été créées en Île-de-France et 23 890 en moyenne pour les mois de octobre 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2022-2024 %	Évolution janvier à septembre 2022-2024 %
Activités secondaires	1 765	52,2	- 22,5	+ 10,1
Industrie	548	57,8	- 16,1	+ 21,0
Construction	1 217	49,7	- 25,1	+ 6,3
Activités de type commerce	4 875	63,1	- 9,1	+ 19,8
Commerce de détail	1 946	64,3	+ 1,6	+ 17,1
Commerce de gros	418	38,5	- 47,7	- 21,6
Commerce de bouche ^a	59	49,2	+ 22,9	+ 48,7
Commerce et réparation automobiles	439	53,3	+ 17,4	+ 36,6
Hébergement	82	43,9	+ 10,8	+ 97,9
Restauration	616	48,9	+ 4,1	+ 36,6
Services en direction des personnes	1 315	80,7	- 15,9	+ 33,3
Activités de type services	17 375	70,5	- 8,7	+ 8,5
Immobilier	567	44,8	- 23,8	- 16,4
Transports et entreposage	3 728	86,3	+ 36,6	+ 39,8
Activités scientifiques et techniques	4 368	65,8	- 31,8	- 14,6
Activités de soutien aux entreprises	2 175	74,7	+ 21,7	+ 63,7
Information et communication	2 035	66,2	- 12,5	+ 28,5
Enseignement	1 970	89,2	- 10,0	- 2,8
Arts, spectacles et activités récréatives	801	68,5	- 19,1	+ 16,3
Santé humaine et action sociale ^b	1 075	48,7	- 3,2	- 11,2
Activités financières et d'assurance	656	17,2	- 12,2	- 5,0
Activités des sociétés holding	107	0,0	- 43,7	- 32,6
Total Île-de-France	24 015	67,7	- 9,9	+ 11,0

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en septembre 2024, 548 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 57,8 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 16,1 % par rapport à septembre 2022 et un nombre cumulé sur janvier-septembre 2024 en hausse de + 21 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

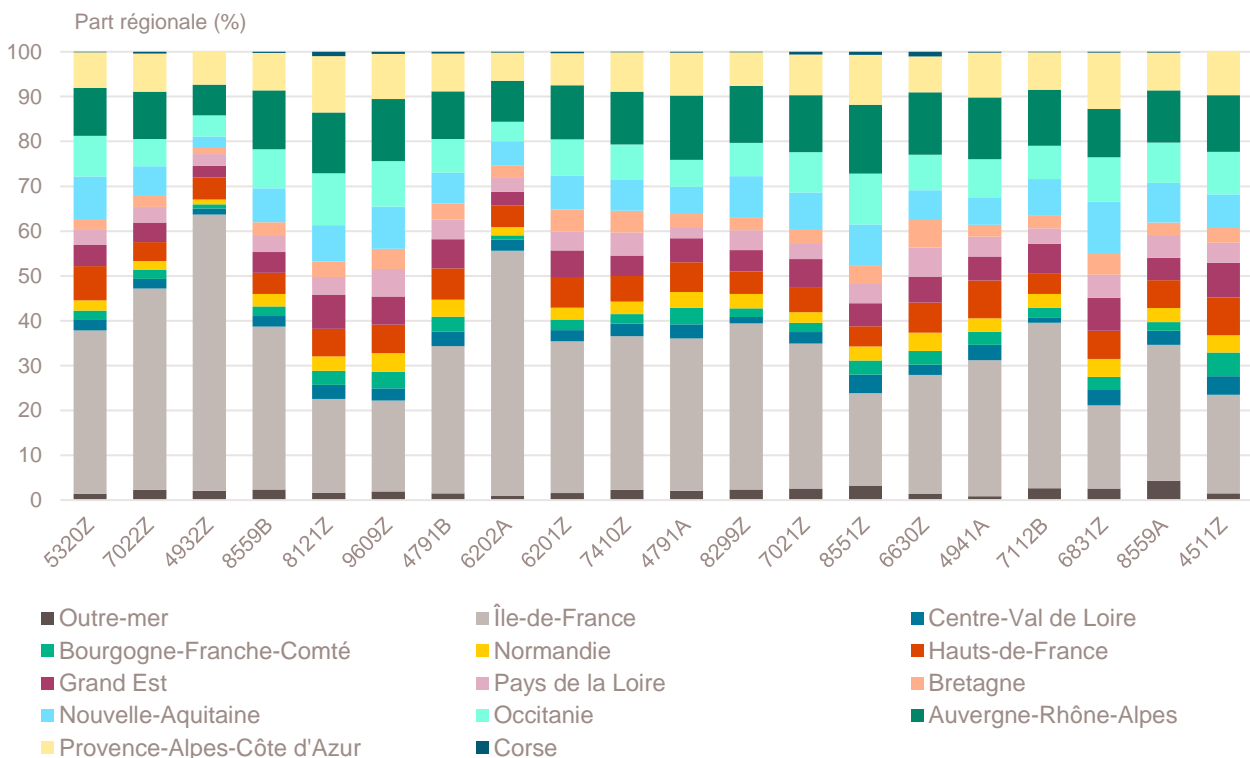
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2022-2024 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 496	97,8	+ 48,4
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 984	62,0	- 39,5
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	759	56,7	+ 4,5
8559B-Autres enseignements	759	93,4	- 17,9
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	746	88,3	+ 42,1
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	739	87,6	- 21,7
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	706	79,2	+ 16,1
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	647	50,9	- 1,5
6201Z-Programmation informatique	577	71,2	- 16,1
7410Z-Activités spécialisées de design	489	82,8	- 31,0
4791A-Vente à distance sur catalogue général	463	77,5	+ 10,8
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	404	87,9	+ 32,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	403	81,6	- 54,0
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	336	91,7	+ 8,0
6630Z-Gestion de fonds	311	0,0	+ 13,9
4941A-Transports routiers de fret interurbains	292	87,7	+ 141,3
7112B-Ingénierie, études techniques	292	62,3	+ 29,8
6831Z-Agences immobilières	286	81,1	- 28,0
8559A-Formation continue d'adultes	281	68,0	- 14,6
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	275	52,7	+ 34,8

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, septembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

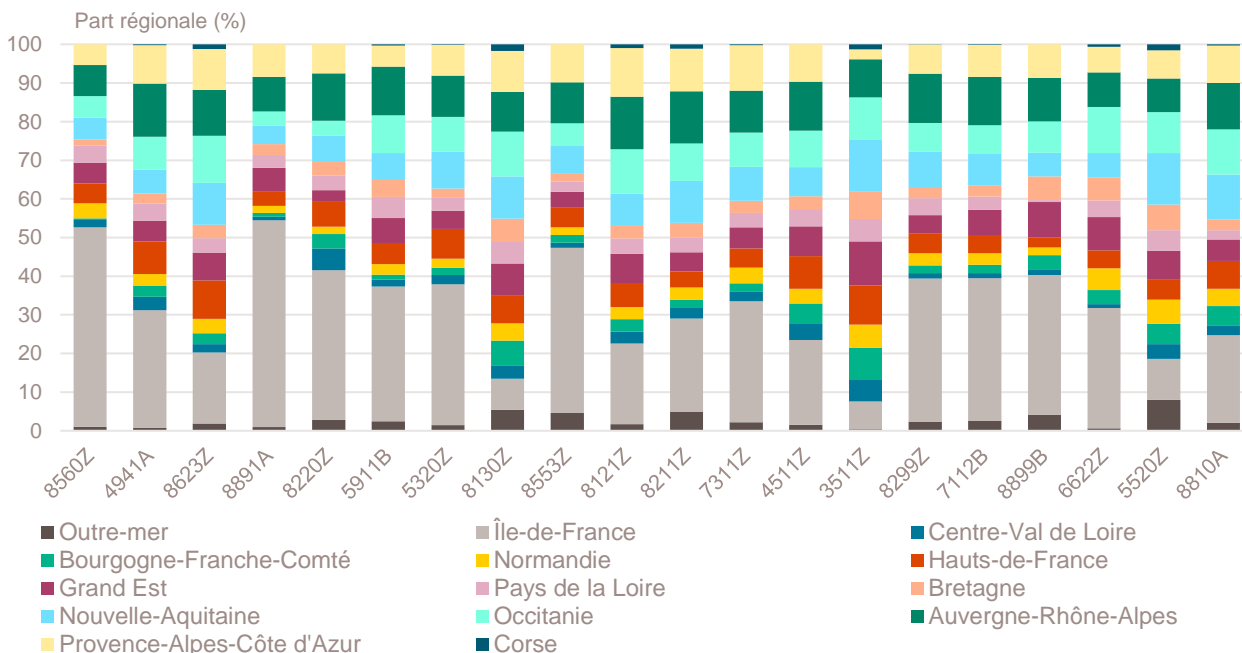
Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2022-2024 %
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	251	97,6	+ 146,1
4941A-Transports routiers de fret interurbains	292	87,7	+ 141,3
8623Z-Pratique dentaire	59	0,0	+ 96,7
8891A-Accueil de jeunes enfants	114	92,1	+ 90,0
8220Z-Activités de centres d'appels	41	85,4	+ 78,3
5911B-Production de films institutionnels et publicitaires	114	77,2	+ 56,2
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 496	97,8	+ 48,4
8130Z-Services d'aménagement paysager	43	51,2	+ 48,3
8553Z-Enseignement de la conduite	65	75,4	+ 47,7
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	746	88,3	+ 42,1
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	253	73,5	+ 39,0
7311Z-Activités des agences de publicité	170	72,9	+ 38,2
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	275	52,7	+ 34,8
3511Z-Production d'électricité	124	6,5	+ 34,8
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	404	87,9	+ 32,0
7112B-Ingénierie, études techniques	292	62,3	+ 29,8
8899B>Action sociale sans hébergement n.c.a.	71	46,5	+ 29,1
6622Z-Activités des agents et courtiers d'assurances	94	66,0	+ 23,7
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	48	33,3	+ 23,1
8810A-Aide à domicile	66	81,8	+ 22,2

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 39 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, septembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

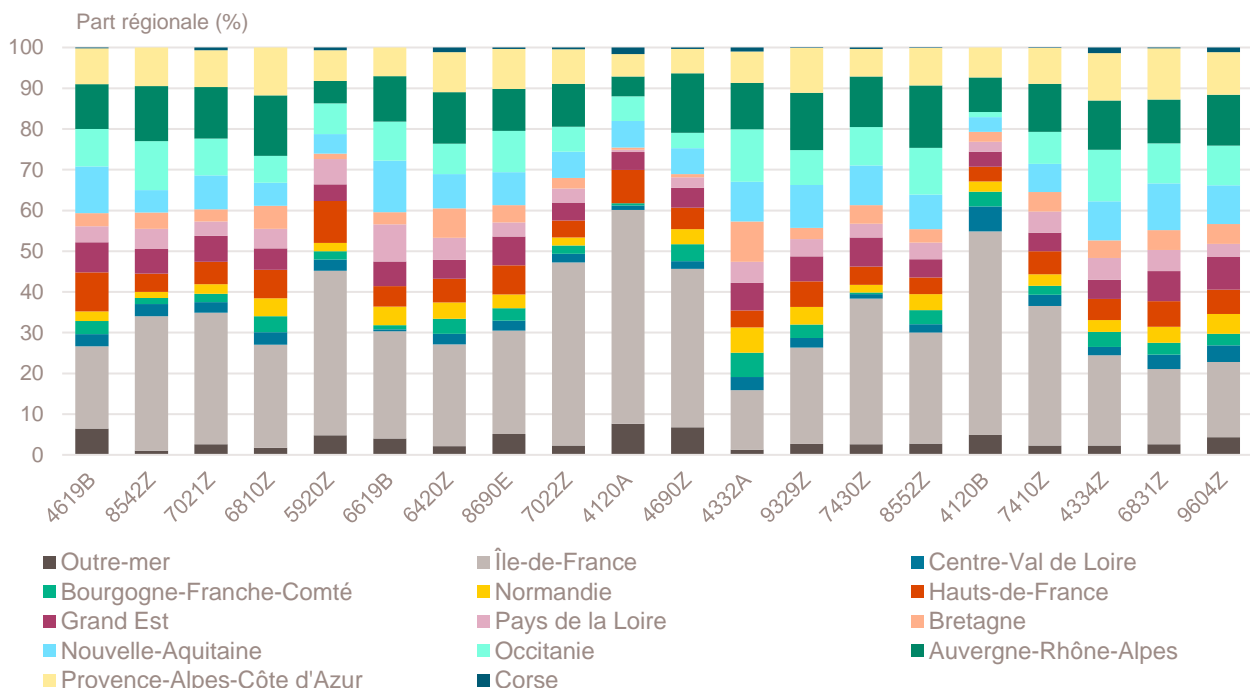
Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2022-2024 %
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	88	77,3	- 71,1
8542Z-Enseignement supérieur	66	87,9	- 63,9
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	403	81,6	- 54,0
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	58	3,4	- 49,6
5920Z-Enregistrement sonore et édition musicale	59	64,4	- 46,4
6619B-Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	52	63,5	- 44,7
6420Z-Activités des sociétés holding	107	0,0	- 43,7
8690E-Activités des professionnels de la réeduc., appareillage et pédi.-podo.	224	31,3	- 39,6
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 984	62,0	- 39,5
4120A-Construction de maisons individuelles	96	29,2	- 39,2
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	104	23,1	- 38,8
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	59	67,8	- 37,9
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	229	84,7	- 37,1
7430Z-Traduction et interprétation	95	91,6	- 35,4
8552Z-Enseignement culturel	188	94,1	- 31,9
4120B-Construction d'autres bâtiments	41	17,1	- 31,7
7410Z-Activités spécialisées de design	489	82,8	- 31,0
4334Z-Travaux de peinture et vitrerie	128	48,4	- 28,1
6831Z-Agences immobilières	286	81,1	- 28,0
9604Z-Entretien corporel	99	79,8	- 27,7

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 39 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, septembre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution septembre 2022-2024 %	Évolution janvier à septembre 2022-2024 %
Entreprises individuelles	17 902	74,5	- 7,3	+ 15,5
Micro-entrepreneurs	16 254	67,7	- 6,1	+ 17,7
Entreprises individuelles classiques	1 648	6,9	- 17,6	- 0,4
Sociétés	6 113	25,5	- 16,8	+ 1,9
SARL & EURL	905	3,8	- 34,4	- 17,2
SAS & SASU	4 838	20,1	- 13,3	+ 8,1
SCI	22	0,1	---	+ 494,4
Autres ^a	348	1,4	- 11,0	- 19,3
Total Île-de-France	24 015	100,0	- 9,9	+ 11,0

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution septembre 2022-2024 %	Évolution janvier à septembre 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	2	0,0	- 33,3	- 8,3
Rurale éloignée peu dense	6	0,0	+ 20,0	+ 17,9
Rurale périphérique très peu dense	24	0,1	- 47,8	+ 7,3
Rurale périphérique peu dense	459	1,9	- 21,8	+ 4,4
Bourg	1	0,0	- 50,0	+ 16,7
Petite ville	17	0,1	+ 41,7	- 2,3
Urbaine périphérique peu dense	330	1,4	- 13,6	+ 4,7
Urbaine dense	2 021	8,4	- 12,2	+ 4,0
Urbaine très dense	21 155	88,1	- 9,3	+ 11,9
Total Île-de-France	24 015	100,0	- 9,9	+ 11,0

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution septembre 2022-2024 %	Évolution janvier à septembre 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	21	0,1	- 4,5	+ 6,4
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	1 980	8,2	- 9,0	+ 11,9
Petites villes de demain (PVD)	337	1,4	- 20,7	+ 3,0
Actions cœur de ville (ACV)	1 131	4,7	- 7,7	+ 11,1

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2022-2024 %	Évolution janvier à septembre 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	10 574	69,3	- 5,6	+ 5,2
01 - Ain	773	67,7	- 5,7	+ 7,9
03 - Allier	235	67,2	- 16,7	+ 7,1
07 - Ardèche	334	68,3	- 11,2	- 0,7
15 - Cantal	110	60,0	+ 29,4	+ 15,2
26 - Drôme	671	69,0	- 1,0	+ 5,3
38 - Isère	1 562	71,5	- 11,0	+ 5,1
42 - Loire	905	69,7	+ 0,6	+ 5,4
43 - Haute-Loire	207	59,4	- 2,4	+ 6,5
63 - Puy-de-Dôme	672	66,5	+ 4,2	+ 0,7
69 - Rhône	3 385	70,8	- 2,2	+ 5,4
73 - Savoie	632	67,2	- 2,5	+ 6,3
74 - Haute-Savoie	1 088	68,9	- 18,8	+ 5,7
Bourgogne-Franche-Comté	2 706	67,9	- 6,4	+ 9,1
21 - Côte-d'Or	575	73,4	- 10,6	+ 6,7
25 - Doubs	549	63,6	- 4,4	+ 9,5
39 - Jura	257	70,8	- 3,0	+ 9,2
58 - Nièvre	149	64,4	- 13,4	+ 11,7
70 - Haute-Saône	204	66,7	+ 8,5	+ 5,4
71 - Saône-et-Loire	525	69,3	- 7,1	+ 7,6
89 - Yonne	329	66,6	- 4,1	+ 16,1
90 - Territoire-de-Belfort	118	59,3	- 16,9	+ 8,5
Bretagne	3 307	64,9	- 2,8	+ 6,8
22 - Côtes-d'Armor	561	61,5	+ 6,0	+ 11,3
29 - Finistère	788	65,5	+ 3,3	+ 8,6
35 - Ille-et-Vilaine	1 176	66,0	- 12,5	+ 3,5
56 - Morbihan	782	65,1	+ 2,0	+ 6,8
Centre-Val de Loire	2 522	70,6	+ 2,9	+ 5,5
18 - Cher	256	70,3	+ 13,3	- 0,5
28 - Eure-et-Loir	415	69,2	+ 0,7	+ 8,1
36 - Indre	150	70,7	- 5,7	+ 8,3
37 - Indre-et-Loire	681	69,5	- 1,2	+ 0,9
41 - Loir-et-Cher	266	69,2	- 7,6	+ 3,1
45 - Loiret	754	73,1	+ 11,2	+ 11,2
Corse	470	68,5	- 7,1	+ 2,8
2A - Corse-du-Sud	238	66,8	- 5,6	+ 1,3
2B - Haute-corse	232	70,3	- 8,7	+ 4,5
Grand Est	5 405	68,6	- 7,5	+ 6,1
08 - Ardennes	187	70,6	- 12,2	+ 5,7
10 - Aube	273	65,6	- 17,3	- 1,3
51 - Marne	567	63,3	- 20,4	+ 1,9
52 - Haute-Marne	136	61,0	+ 17,2	+ 2,8
54 - Meurthe-et-Moselle	700	71,1	- 3,0	+ 12,3
55 - Meuse	128	65,6	- 18,5	+ 17,1
57 - Moselle	1 041	73,3	- 2,0	+ 8,5
67 - Bas-Rhin	1 340	65,8	- 8,5	+ 2,9
68 - Haut-Rhin	716	70,7	- 4,1	+ 7,7
88 - Vosges	317	70,7	- 0,3	+ 8,6

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2022-2024 %	Évolution janvier à septembre 2022-2024 %
Hauts-de-France	5 470	69,7	- 9,9	+ 6,3
02 - Aisne	396	68,4	- 9,8	+ 14,6
59 - Nord	2 686	70,0	- 8,7	+ 5,4
60 - Oise	831	71,1	- 10,0	+ 8,3
62 - Pas-de-Calais	1 052	67,9	- 12,8	+ 6,9
80 - Somme	505	71,1	- 9,5	+ 0,4
Île-de-France	24 015	67,7	- 9,9	+ 11,0
75 - Paris	7 465	60,4	- 7,3	+ 13,6
77 - Seine-et-Marne	1 948	74,0	- 10,4	+ 7,8
78 - Yvelines	2 233	71,9	- 13,1	+ 7,1
91 - Essonne	1 748	75,1	- 19,9	+ 6,2
92 - Hauts-de-Seine	3 070	66,9	- 9,4	+ 6,6
93 - Seine-Saint-Denis	3 231	70,8	- 6,9	+ 17,4
94 - Val-de-Marne	2 477	70,8	- 7,7	+ 11,3
95 - Val-d'Oise	1 843	70,0	- 14,0	+ 9,0
Normandie	2 884	67,9	- 9,6	+ 7,2
14 - Calvados	685	69,1	- 12,3	+ 6,8
27 - Eure	511	70,5	- 13,2	+ 3,4
50 - Manche	385	66,8	+ 6,6	+ 15,5
61 - Orne	203	63,5	- 18,8	+ 9,5
76 - Seine-Maritime	1 100	67,2	- 8,9	+ 6,3
Nouvelle-Aquitaine	7 375	72,2	- 8,4	+ 3,1
16 - Charente	317	63,1	- 5,1	+ 6,0
17 - Charente-Maritime	773	74,6	- 11,4	+ 0,0
19 - Corrèze	196	62,8	- 20,6	+ 2,8
23 - Creuse	96	62,5	+ 3,2	+ 12,8
24 - Dordogne	375	70,1	- 7,9	+ 1,0
33 - Gironde	2 819	75,0	- 8,0	+ 5,3
40 - Landes	532	72,4	- 6,3	+ 8,0
47 - Lot-et-Garonne	318	66,7	- 19,1	+ 1,0
64 - Pyrénées-Atlantiques	876	73,2	- 1,8	- 1,8
79 - Deux-Sèvres	282	67,7	- 6,6	+ 3,2
86 - Vienne	425	70,8	- 12,0	- 5,1
87 - Haute-Vienne	366	71,0	- 7,6	+ 7,7
Occitanie	7 915	72,5	- 7,2	+ 5,7
09 - Ariège	174	72,4	- 7,9	+ 1,5
11 - Aude	429	70,6	- 11,0	+ 4,6
12 - Aveyron	226	67,7	- 14,1	+ 3,7
30 - Gard	1 026	74,5	+ 0,5	+ 6,5
31 - Haute-Garonne	2 206	73,9	- 7,3	+ 10,1
32 - Gers	203	70,9	- 2,4	- 0,7
34 - Hérault	1 949	73,4	- 6,7	+ 4,6
46 - Lot	165	73,3	- 10,8	+ 3,9
48 - Lozère	64	50,0	- 4,5	+ 9,4
65 - Hautes-Pyrénées	244	66,8	- 4,7	+ 0,5
66 - Pyrénées-Orientales	468	73,5	- 27,2	+ 4,8
81 - Tarn	480	67,5	+ 14,3	+ 5,8
82 - Tarn-et-Garonne	281	71,5	- 13,3	- 2,2

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Septembre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution septembre 2022-2024 %	Évolution janvier à septembre 2022-2024 %
Pays de la Loire	3 641	69,0	- 15,7	+ 2,5
44 - Loire-Atlantique	1 563	70,5	- 19,7	- 1,9
49 - Maine-et-Loire	808	67,3	- 11,8	+ 5,7
53 - Mayenne	238	69,7	- 12,2	+ 8,5
72 - Sarthe	459	71,9	- 8,6	+ 12,7
85 - Vendée	573	64,9	- 16,4	+ 1,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 043	71,2	- 16,3	- 3,4
04 - Alpes-de-Haute-Provence	194	73,7	- 9,8	- 6,1
05 - Hautes-Alpes	166	69,9	- 12,6	- 10,2
06 - Alpes-Maritimes	2 037	73,3	- 17,0	- 2,5
13 - Bouches-du-Rhône	3 251	69,0	- 19,3	- 7,2
83 - Var	1 623	72,7	- 11,9	- 0,6
84 - Vaucluse	772	71,0	- 12,0	+ 7,1
France métrop. hors Île-de-France	60 312	70,0	- 8,7	+ 4,1
France métropolitaine	84 327	69,3	- 9,1	+ 6,0
France d'outre-mer	2 582	57,2	- 10,2	- 1,9
971 - Guadeloupe	626	59,6	- 6,3	+ 2,2
972 - Martinique	506	49,6	- 18,5	- 12,7
973 - Guyane	258	59,7	- 13,1	+ 12,0
974 - La Réunion	1 050	61,9	- 8,2	+ 1,0
976 - Mayotte	142	35,2	- 1,4	- 11,8
France entière	86 909	69,0	- 9,1	+ 5,7

Lecture : en septembre 2024, 3 641 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 69 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 15,7 % par rapport à septembre 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-septembre 2024 a augmenté de + 2,5 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du système d'information de la démographie des entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 21/10/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de septembre 2024. Bpifrance Création, octobre 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.